

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203532]

11 AVRIL 2014. — Décret visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret transpose l'article 29 de la Directive 2006/54/CE du Parlement européen et du Conseil du 5 juillet 2006 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité des chances et de l'égalité de traitement entre hommes et femmes en matière d'emploi et de travail.

Art. 2. § 1^{er}. Le Gouvernement wallon veille à la mise en œuvre des objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995 et, plus particulièrement, à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques, mesures, préparations de budgets ou actions qu'il prend, en vue d'éviter ou de corriger d'éventuelles inégalités entre les femmes et les hommes.

Il présente au Parlement wallon, en début de législature, au plus tard six mois après la déclaration de Gouvernement, pour l'ensemble des politiques menées, les objectifs stratégiques qu'il entend réaliser au cours de celle-ci, conformément aux objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995 et, dans la mesure du possible, aux conclusions formulées par le Forum des organisations non gouvernementales, qui s'est tenu en Chine, en même temps que ladite Conférence.

§ 2. Les crédits relatifs aux actions visant à réaliser l'égalité entre les hommes et les femmes sont identifiés par département, service à gestion séparée, société anonyme de droit public et organisme d'intérêt public dans une note de genre, annexée à chaque projet de décret contenant le budget général des dépenses.

§ 3. Le Gouvernement wallon développe une méthode permettant d'intégrer la dimension de genre dans l'ensemble du cycle budgétaire.

Art. 3. Sans préjudice du décret du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination modifié par le décret du 19 mars 2009, chaque Ministre intègre la dimension de genre dans toutes les politiques, mesures et actions relevant de ses compétences. À cet effet :

1° il veille à la mise en œuvre des objectifs stratégiques fixés à l'article 2, § 1^{er}, et à l'intégration de la dimension du genre dans les plans de management, dans les contrats d'administration ainsi que dans tout autre instrument de planification stratégique des Services du Gouvernement et des organismes d'intérêt public qui relèvent de sa compétence.

A cette fin, il approuve les indicateurs de genre pertinents permettant de mesurer le processus d'intégration de la dimension de genre et la réalisation des objectifs stratégiques;

2° il établit, pour chaque projet d'acte législatif et réglementaire, un rapport d'évaluation de l'impact du projet sur la situation respective des femmes et des hommes.

Le Gouvernement wallon définit le modèle de ce rapport, dit « *gender test* »;

3° il veille, dans le cadre des procédures de passation des marchés publics et d'octroi de subsides, à la prise en compte de l'égalité des femmes et des hommes et à l'intégration de la dimension de genre.

Art. 4. Chaque Ministre veille, dans les domaines relevant de ses compétences, à ce que les statistiques que les Services du Gouvernement et les organismes d'intérêt public produisent, collectent et commandent dans leur domaine d'action soient ventilées par sexe et que des indicateurs de genre soient établis.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement transmet au Parlement wallon un rapport intermédiaire et un rapport de fin de législature sur la politique menée conformément aux objectifs de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Pékin en septembre 1995. Ces rapports intègrent la politique spécifique d'égalité entre les femmes et les hommes.

§ 2. Le rapport intermédiaire porte sur le suivi des progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs stratégiques, visés à l'article 2, en décrivant les éventuelles difficultés rencontrées et les propositions envisagées pour remédier à ces obstacles.

Il est transmis au Parlement wallon dans un délai de 90 jours suivant l'adoption, par le Parlement wallon, du second projet de décret contenant le budget général des dépenses de la législature concernée.

§ 3. Le rapport de fin de législature est une note de diagnostic comparant la situation en début de législature avec celle existant à la fin de la législature.

Il est transmis au Parlement wallon dans un délai de 60 jours suivant l'adoption, par le Parlement wallon, du cinquième projet de décret contenant le budget général des dépenses de la législature concernée.

Art. 6. Le Gouvernement institue un groupe interdépartemental de coordination dont il fixe la composition. Le Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes y est représenté.

Art. 7. Conformément à sa mission définie dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 juillet 2003 portant création d'un Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes, le Conseil wallon de l'Égalité entre les Hommes et les Femmes est chargé de l'accompagnement et du soutien du processus d'intégration de la dimension de genre dans les politiques, mesures ou actions publiques régionales.

A ce titre, le CWFH peut notamment formuler des avis ou recommandations de sa propre initiative. Il peut également être saisi par le Gouvernement ou un de ses membres afin de donner un avis.

Art. 8. Le Gouvernement wallon détermine les règles de forme et de fond à respecter lors de l'élaboration des rapports visés à l'article 5, le niveau de responsabilité minimale des membres du groupe interdépartemental de coordination visé à l'article 6, ainsi que les règles liées à la mise en place et au fonctionnement de ce dernier.

Art. 9. Le présent décret entre en vigueur le lendemain du jour du renouvellement intégral du Parlement wallon qui suit l'adoption du présent décret.

Art. 10. Le décret du 28 novembre 2002 portant le suivi des résolutions de la Conférence des Nations-unies sur les femmes à Pékin est abrogé le lendemain du jour du renouvellement intégral du Parlement wallon qui suit l'adoption du présent décret.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 11 avril 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,
P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,
Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,
C. DI ANTONIO

—————
Note

(1) Session 2013-2014.

Documents du Parlement wallon, 183 (2009-2010) N^{os} 1 à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 avril 2014.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/203532]

11. APRIL 2014 — Dekret zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Durch das vorliegende Dekret wird Artikel 29 der Richtlinie 2006/54/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 5. Juli 2006 zur Verwirklichung des Grundsatzes der Chancengleichheit und Gleichbehandlung von Männern und Frauen in Arbeits- und Beschäftigungsfragen umgesetzt.

Art. 2 - § 1. Die Wallonische Regierung trägt dafür Sorge, dass die Zielsetzungen der im September 1995 in Peking organisierten vierten Weltfrauenkonferenz umgesetzt werden, und insbesondere die Integration des Gender Mainstreaming in sämtlichen von ihr getroffenen politischen Vorhaben, Maßnahmen, Vorbereitungen der Haushaltspläne und Aktionen, um gegebenenfalls auftretende geschlechtsspezifische Ungleichheiten zu verhindern bzw. zu beseitigen.

Die Regierung unterbreitet dem wallonischen Parlament zu Beginn der Legislaturperiode und spätestens sechs Monate nach der Regierungserklärung für die gesamten politischen Bereiche die sie im Laufe dieser Zeit verwirklichen will, entsprechend den Zielen der vierten Weltfrauenkonferenz, die im September 1995 in Peking abgehalten wurde, und, im Rahmen des Möglichen, entsprechend den Schlussfolgerungen des Forums der Nichtregierungsorganisationen, das zur gleichen Zeit wie die Weltfrauenkonferenz in China stattfand.

§ 2. Die Mittel für Aktionen zur Verwirklichung der Gleichstellung der Geschlechter werden pro Abteilung, Dienst des Staates mit getrennter Geschäftsführung, öffentlich-rechtlicher Aktiengesellschaft und Einrichtung öffentlichen Interesses in einem Gender-Vermerk identifiziert, der jedem Dekretentwurf zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans beigelegt wird.

§ 3. Die wallonische Regierung entwickelt eine Methode, die die Einbeziehung des Gender Mainstreamings auf allen Ebenen der Haushaltsplanung ermöglicht.

Art 3 - Unbeschadet der Bestimmungen des durch das Dekret vom 19. März 2009 abgeänderten Dekrets vom 6. November 2008 über die Bekämpfung bestimmter Formen der Diskriminierung integriert jeder Minister die Gender-Dimension in allen politischen Vorhaben, Maßnahmen und Aktionen, die unter seine Zuständigkeit fallen. Dazu:

1° trägt er dafür Sorge, dass die strategischen Ziele des Artikels 2, Paragraph 1 umgesetzt werden, und dass die Gender-Dimension in die Managementpläne, in die Verwaltungsverträge und in jegliches andere Instrument zur strategischen Planung der Dienststellen der Regierung und der Einrichtungen öffentlichen Interesses, die unter seine Zuständigkeit fallen, integriert wird.

Zu diesem Zweck genehmigt er die relevanten Genderindikatoren, die eine Messung des Prozesses der Integration der Gender-Dimension und der Verwirklichung der strategischen Ziele ermöglichen;

2° erstellt er für jeden gesetzgebenden oder verordnungsrechtlichen Entwurf einen Bericht mit einer Beurteilung der Auswirkungen dieser Maßnahme auf die jeweilige Situation der Frauen und Männer;

Die wallonische Regierung legt das Muster für diesen Bericht - die sogenannte "Genderprüfung" - fest;

3° trägt er dafür Sorge, dass, im Rahmen der Verfahren zur öffentlichen Auftragsvergabe und der Gewährung von Subventionen, die Gleichstellung der Geschlechter und die Gender-Dimension berücksichtigt werden.

Art 4 - Jeder Minister hat, jeweils in seinem Zuständigkeitsbereich, dafür Sorge zu tragen, dass die Statistiken, die die Dienststellen der Regierung und die Einrichtungen öffentlichen Interesses in ihrem Tätigkeitsfeld erstellen, sammeln und bestellen nach Geschlecht aufgeschlüsselt sind, und dass Genderindikatoren erstellt werden.

Art 5 - § 1. Die Regierung übermittelt dem Wallonischen Parlament einen Zwischenbericht und am Ende der Legislaturperiode einen Bericht über die geführte Politik, gemäß den Zielen der vierten Weltfrauenkonferenz, die im September 1995 in Peking stattfand. Diese Berichte umfassen die spezifische Politik bezüglich der Gleichstellung der Geschlechter.

§ 2. Der Zwischenbericht behandelt die in der Folge erzielten Fortschritte, zwecks der Verwirklichung der in Artikel 2 festgesetzten Ziele, wobei die eventuell aufgetretenen Schwierigkeiten und die geplanten Lösungen für diese Hindernisse beschrieben werden.

Er wird dem Wallonischen Parlament innerhalb einer Frist von 90 Tagen nachdem dieses den zweiten Dekretentwurf zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der betreffenden Legislaturperiode verabschiedet hat, übermittelt.

§ 3. Der Bericht am Ende der Legislaturperiode ist eine diagnostische Notiz, in der die Situation am Anfang der Legislaturperiode mit der am Ende der Legislaturperiode verglichen wird.

Er wird dem Wallonischen Parlament innerhalb einer Frist von 60 Tagen nachdem dieses den fünften Dekretentwurf zur Festlegung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der betreffenden Legislaturperiode verabschiedet hat, übermittelt.

Art 6 - Die Regierung bildet eine interdepartementale Koordinationsgruppe, deren Zusammensetzung sie festlegt. 5° Der Wallonischer Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau ist innerhalb dieser Gruppe vertreten.

Art 7 - Gemäß seines Auftrags, der in dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. Juli 2003 zur Errichtung eines "Conseil wallon de l'Égalité entre Hommes et Femmes" (Wallonischer Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau) beschrieben wird, ist der Wallonische Rat für die Gleichstellung von Mann und Frau mit der Begleitung und der Unterstützung beim Prozess der Berücksichtigung der Gender-Dimension in den politischen Vorhaben, Maßnahmen und Aktionen der regionalen Behörden beauftragt.

Diesbezüglich kann dieser Rat insbesondere auf eigene Initiative Gutachten oder Empfehlungen abgeben. Er kann zudem durch die Regierung oder durch eines ihrer Mitglieder aufgefordert werden, ein Gutachten abzugeben.

Art 8 - Der wallonische Regierung bestimmt die formalen und inhaltlichen Regeln, die bei der Erstellung der in Artikel 5 erwähnten Berichte eingehalten werden müssen, das Mindestmaß an Verantwortung der Personen, die die in Artikel 6 angeführte interdepartementale Koordinationsgruppe bilden, sowie die Regeln, die mit der Gründung und der Arbeit dieser Gruppe zusammenhängen.

Art 9 - Das vorliegende Dekret tritt in Kraft am ersten Tag nach der vollständigen Erneuerung des Wallonischen Parlaments nach der Verabschiedung des vorliegenden Dekrets.

Art 10 - Das Dekret vom 28. November 2002 über die Kontrolle der Anwendung der Resolutionen der Weltfrauenkonferenz in Peking wird aufgehoben ab dem ersten Tag nach der vollständigen Erneuerung des Wallonischen Parlaments nach der Verabschiedung des vorliegenden Dekrets.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 11. April 2014

Der Minister-Präsident
R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst
J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen
A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien
J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte
P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit
Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität
Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe
C. DI ANTONIO

—
Note

(1) Sitzung 2013-2014

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 183 (2009-2010) Nr. 1 bis 6

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 11. April 2014

Diskussion

Abstimmung

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/203532]

11 APRIL 2014. — Decreet houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Artikel 29 van Richtlijn 2006/54/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 juli 2006 betreffende de toepassing van het beginsel van gelijke kansen en gelijke behandeling van mannen en vrouwen in arbeid en beroep wordt omgezet bij dit decreet.

Art. 2. § 1. De Waalse Regering waakt over de tenuitvoerlegging van de doelstellingen van de Vierde Wereldvrouwenconferentie die in september 1995 te Peking heeft plaatsgehad, en meer in het bijzonder over de integratie van de genderdimensie in het geheel van haar beleidslijnen, maatregelen, begrotingsvoorbereidingen of acties en dit met het oog op het voorkomen of corrigeren van eventuele ongelijkheden tussen vrouwen en mannen.

Daartoe legt zij, bij het begin van de legislatuur, hoogstens zes maanden na de regeringsverklaring, voor de gezamenlijke beleidspunten, de strategische doelstellingen aan het Waals Parlement voor, die zij in de loop ervan wil verwezenlijken, in overeenstemming met de doelstellingen van de Vierde Wereldvrouwenconferentie die in september 1995 in Peking werd gehouden en, voor zover mogelijk, met de conclusies die werden geformuleerd door het Forum van niet-gouvernementele organisaties dat tegelijkertijd met de Wereldvrouwenconferentie in China heeft plaatsgevonden.

§ 2. De kredieten met betrekking tot de acties om gelijkheid van mannen en vrouwen te verwezenlijken, worden per departement, dienst met afzonderlijk beheer, publiekrechtelijke naamloze vennootschap en instelling van openbaar nut uiteengezet in een gendernota die als bijlage wordt gevoegd bij elk ontwerp van algemene uitgavenbegroting.

§ 3. De Waalse Regering werkt een methode uit om de genderdimensie te integreren in het geheel van de begrotingscyclus.

Art. 3. Onverminderd het decreet van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie gewijzigd bij het decreet van 19 maart 2009, integreert elke Minister de genderdimensie in alle beleidslijnen, maatregelen en acties die onder zijn bevoegdheden vallen. Daartoe:

1° waakt hij of zij over de tenuitvoerlegging van de in artikel 2, § 1, bepaalde strategische doelstellingen en van de integratie van de genderdimensie in de managementplannen, beheerscontracten en in elk ander instrument voor strategische planning van de Diensten van de Regering en van de instellingen van openbaar nut die onder zijn bevoegdheid vallen.

Daartoe keurt hij of zij de relevante genderindicatoren goed die het mogelijk maken om het proces van de integratie van de genderdimensie en de realisatie van de strategische doelstellingen te meten;

2° stelt hij of zij voor elk wetgevend of reglementair ontwerp een evaluatieverslag op van de impact ervan op de respectieve situatie van vrouwen en mannen.

De Waalse Regering bepaalt het model van dit verslag, "gendertest" genaamd;

3° waakt hij of zij, in het kader van de procedures voor de toekenning van overheidsopdrachten en de toekenning van subsidies, over het in aanmerking nemen van de gelijkheid van vrouwen en mannen en de integratie van de genderdimensie.

Art. 4. Elke Minister ziet, in de domeinen die onder zijn of haar bevoegdheden vallen, erop toe dat de statistieken die de Diensten van de Regering en de instellingen van openbaar nut in hun actiedomein produceren, verzamelen en bestellen, naar geslacht opgesplitst worden en dat er genderindicatoren worden opgesteld wanneer dit relevant is.

Art. 5. § 1. De Regering legt aan het Waals Parlement een tussentijds verslag en een verslag op het eind van de legislatuur voor over het beleid dat werd gevoerd overeenkomstig de doelstellingen van de Vierde Wereldvrouwenconferentie die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad. Deze verslagen integreren het specifieke beleid inzake de gelijkheid van vrouwen en mannen.

§ 2. Het tussentijdse verslag bespreekt het volgen van de vorderingen die werden geboekt met het oog op het bereiken van de in artikel 2 vastgelegde doelstellingen, waarbij de eventuele ondervonden moeilijkheden worden omschreven, alsook de voorstellen die men voorziet om deze hinderpalen te verhelpen.

Het wordt aan het Waals Parlement overgezonden binnen een termijn van 90 dagen volgend op de aanneming, door het Waals Parlement, van het tweede ontwerp van decreet dat de algemene uitgavenbegroting van de betrokken legislatuur inhoudt.

§ 3. Het verslag op het einde van de legislatuur is een diagnostische nota waarin de situatie aan het begin van de legislatuur wordt vergeleken met die op het einde van de legislatuur.

Het wordt aan het Waals Parlement overgezonden binnen een termijn van 60 dagen volgend op de aanneming, door het Waals Parlement, van het vijfde ontwerp van decreet dat de algemene uitgavenbegroting van de betrokken legislatuur inhoudt.

Art. 6. De Regering stelt een interdepartementale coördinatiegroep in waarvan ze de samenstelling bepaalt. De "Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes" (Waalse Raad voor Gelijkheid tussen Mannen en Vrouwen) wordt er vertegenwoordigd.

Art. 7. Overeenkomstig zijn opdracht bepaald in het besluit van de Waalse Regering van 10 juli 2003 tot oprichting van een "Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes", is de "Conseil wallon de l'Egalité entre Hommes et Femmes" belast met de begeleiding en de ondersteuning van het proces van de integratie van de genderdimensie in de gewestelijke beleidslijnen, maatregelen en de acties.

In dit opzicht kan de CWFH o.a. op eigen initiatief adviezen of aanbevelingen formuleren. De CWFH kan eveneens worden aangezocht door de Regering of door een van zijn leden om een advies te verlenen.

Art. 8. De Waalse Regering bepaalt de vormelijke en inhoudelijke regels die moeten worden nageleefd bij de opstelling van de verslagen bedoeld in artikel 5, de minimale graad van aansprakelijkheid van de leden van de interdepartementale coördinatiegroep bedoeld in artikel 6, alsook de regels in verband met de oprichting en de werking ervan.

Art. 9. Dit decreet treedt in werking de dag na de volledige hernieuwing van het Waals Parlement volgend op de aanneming van dit decreet.

Art. 10. Het decreet van 28 november 2002 houdende de opvolging van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in Peking heeft plaatsgehad, wordt opgeheven de dag na de volledige hernieuwing van het Waals Parlement volgend op de aanneming van dit decreet.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 april 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,
P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,
Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,
C. DI ANTONIO

—
Nota

(1) Zitting 2013-2014.

Stukken van het Waals Parlement 183 (2009-2010) Nrs. 1 tot 6.

Volledig verslag, plenaire zitting van 11 april 2014.

Bespreking.

Stemming.

—————
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/203531]

8 MAI 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à la composition et au fonctionnement du Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 20;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.64 à D.67;

Vu le décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, l'article 43;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 mars 2014;

Vu l'avis n° 2014/000621 de la Cellule autonome d'avis en Développement durable, donné le 6 mars 2014;

Vu l'avis 55.883/4 du Conseil d'Etat, donné le 24 avril 2014, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de Wallonie, donné le 7 avril 2014;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Au sens du présent arrêté, il faut entendre par :

1^o « conseil » : le Conseil supérieur wallon de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de l'Alimentation institué par l'article D.64 du Code wallon de l'Agriculture;

2^o « Ministre » : le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions;

3^o « Code » : Code wallon de l'Agriculture.

Art. 2. Les membres effectifs et suppléants du conseil sont nommés par le Gouvernement le 1^{er} janvier de l'année qui suit le début de la législature.

Art. 3. Les associations agricoles wallonnes proposent au Gouvernement des candidats effectifs et suppléants en fonction du nombre de sièges visés à l'article D.66, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, du Code si elles sont agréées en vertu de l'article D.68 du Code.

Pour répartir les sièges entre les associations agricoles wallonnes agréées, l'administration prend en compte le nombre de leurs affiliés.